



PARIS, LE 18 JUILLET 2025

6 rue Louise Weiss
Bâtiment Condorcet – Teledoc 322
75703 PARIS Cedex 13
Site Internet : www.unsadouanes.fr

à l'attention de :
Madame Amélie DE MONTCHALIN
Ministre chargée des Comptes Publics
139, rue de Bercy - 75012 PARIS

Affaire suivie par : Grégory DUCORNETZ
Téléphone siège : 07.86.40.12.78
Mél : unsadouanes@gmail.com

Courrier 006/2025

Objet : Alerte sur les capacités opérationnelles de la DR des Douanes de Guadeloupe
Références : -

Madame la Ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention sur une réalité bien préoccupante concernant la Direction Régionale (DR) des Douanes de Guadeloupe.

Le département de la Guadeloupe est confronté à une criminalité croissante, régulièrement relayée par les médias locaux. Aujourd'hui, c'est le deuxième département le plus criminogène de France. Il subit également une intensification des flux illicites (stupéfiants, armes de catégorie A et B), notamment en raison de sa proximité géographique avec la Dominique, devenue une plaque tournante du trafic en provenance d'Amérique du Sud.

Dans ce contexte de pression sécuritaire accrue, la DR de Guadeloupe souffre d'un manque conséquent d'effectifs pour affronter la situation. C'est particulièrement vrai pour la Brigade de Surveillance Extérieure (BSE) de Grand-Bourg de Marie-Galante, qui opère une mission prioritaire de contrôle aux frontières avec seulement trois agents, commandement compris. À ce stade, l'engagement de l'État est défaillant et ne cadre en rien avec la volonté affichée de lutter contre les grands trafics.

Si l'arrivée du Scanner Mobile de Basse Intensité (SMBI) à la BSE de Baie-Mahault va logiquement entraîner une intensification des contrôles conteneurs au port de Jarry, sans renforts, les autres missions (ferries internationaux, inter-îles) ne pourront plus être correctement assurées par manque de personnel.

De son côté, la BSE du Raizet connaît également un manque d'effectif chronique depuis plusieurs mois. Cette situation compromet la régularité et l'efficacité des missions, y compris les contrôles ciblés de passagers, souvent abandonnés faute de ressources suffisantes. À cela s'ajoutent les impératifs croissants des contrôles à 100 % sur les vols à destination de Paris, que les agents peinent à tenir malgré leur engagement sans faille.

Les services OP/CO sont sous pression permanente, comme le bureau du fret aérien du Raizet, stratégique pour l'acheminement des marchandises, qui manque lui aussi cruellement d'agents, alors que le volume de flux ne cesse d'augmenter. Le bureau de Jarry, quant à lui, est confronté à des tensions organisationnelles, notamment dans la réalisation des missions phytosanitaires héritées de la DGCCRF, pourtant essentielles à la sécurité sanitaire et alimentaire des consommateurs. Malgré la gravité de cette situation, seule une affectation en provenance de la DGCCRF a été enregistrée à ce jour.

Globalement, la gestion des ressources humaines semble incompréhensible, car il apparaît que la ventilation des effectifs ne soit désormais plus basée uniquement sur l'Effectif de Référence (ER), mais également sur un nouveau concept d'Effectif Prévisionnel Cible (EPC). Ce paradigme, qui aurait dû permettre de pourvoir les postes vacants et d'adapter les ressources à la charge réelle de travail, ne semble manifestement pas s'appliquer à la Guadeloupe.

L'absence totale de postes proposés pour ce département en sortie de stage d'ACP2, confirme une forme d'oubli de la part de l'Administration centrale pour une DR de plein exercice. La récente publication des résultats du concours B, combinée aux départs imminents en retraite, accentuera encore cette dégradation. À ce jour, nous dénombrons un déficit d'au moins 12 agents.

Le manque de personnel, combiné à des conditions de travail de plus en plus éprouvantes, engendre fatigue, stress et tensions sociales au sein des services. Le nombre de signalements est en hausse continue depuis deux ans, signe d'un malaise profond et croissant.

Ce sentiment d'oubli est aujourd'hui largement partagé, y compris parmi nos collègues, qui expriment leur incompréhension, leur colère, et leur lassitude face à des arbitrages de mutation qui semblent favorables.

Madame la Ministre, la situation en Guadeloupe n'est pas tenable. Elle appelle une réponse immédiate, structurelle et courageuse de l'Administration des Douanes et des Politiques. Il en va de la sécurité de notre territoire, de la dignité des agents qui y servent avec loyauté, et du respect des engagements pris par l'État envers les populations ultramarines.

L'abandon de ce « poste avancé » dans la lutte gouvernementale contre les narcotrafics constituerait une erreur stratégique majeure, révélant un manque de moyens face aux ambitions affichées. Les réseaux sauront exploiter cette faille à notre détriment.

Dans l'attente d'une prise en compte urgente de ces éléments, et de mesures correctives à la hauteur des enjeux, je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Gregory DUCORNETZ
Secrétaire général adjoint UNSA DOUANES